

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROTEC

Les Petites Boires
37800 Nouâtre

Références : RAPVI_2024/78
Code AIOT : 0010000722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2024 dans l'établissement PROTEC implanté Les Petites Boires 37800 Nouâtre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEC
- Les Petites Boires 37800 Nouâtre
- Code AIOT : 0010000722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PROTEC bénéficie de l'arrêté préfectoral (AP) complémentaire en date du 16 avril 2021 l'autorisant à poursuivre l'exploitation d'une installation de transit et regroupement de déchets

industriels spéciaux sur le territoire de la commune de Nouâtre. Cet arrêté a abrogé les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 modifié par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2011.

–Situation de l'entreprise:

L'activité principale de ce site de la société PROTEC est le transit de déchets dangereux: huiles, eaux hydrocarburées, eaux non chlorées, boues de déboureur/séparateur, stockage de déchets contenant des PCB/PCT, stockage de déchets conditionnés (aérosols, liquides Inflammables dont solvants et peintures, etc.).

La société emploie 20 dont 11 personnes sur le site des Petites Boires à Nouâtre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux superficielles
- Défense incendie
- AN Liquide inflammable
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 04/09/2020, article 1er-I-2	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.2.1	Sans objet
5	Défense incendie (NC5- 2021)	Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.7.3	Sans objet
6	Défense incendie (NC6- 2021)	Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.7.4	Sans objet
7	Dispositif de rétention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.5.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	accidentelles		
8	Dispositif de rétention	Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.5.2.V	Sans objet
9	Conditions d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 9.1.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejets aqueux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 4.4.2.1.	Sans objet
10	Déchets contenant du PCB	Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 9.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des

services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks de matières présenté à l'inspection issu du logiciel ECOREC ne correspond pas à l'état des stocks réels du site.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'état des stocks des déchets entreposés sur le site, sous format papier issu du logiciel ECOREC (appelé stock pompier). Cet état des stocks mentionne la nature des déchets présents, la quantité de chacun des déchets, ainsi que leurs emplacements (références) présents sur le site, à la date du jour de l'inspection. Cependant, avant que l'inspection ne contrôle la véracité des déchets présents sur le site, l'exploitant a indiqué que cet état présentait des différences avec le stock réel de déchets. L'exploitant explique cette différence par le fait que les déchets mentionnés sur l'état des stocks ne sont réellement retirés du registre qu'une fois ceux-ci traités par l'installation de traitement de déchets par retour du BSD, considérant qu'il était toujours à charge de la société PROTEC. Cette analyse est correcte, cependant, l'exploitant doit être en mesure de sortir un état réel des matières stockées à un instant donné.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/09/2020, article 1er-I-2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 24/09/20
Prescription contrôlée : 1. Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : [...] 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de déterminer la quantité de déchets dits « liquides inflammables » présentant la propriété de dangers HP3 (inflammable) susceptibles d'être présents sur le site dans le cas le plus défavorable (quantité maximum). Il convient également que l'exploitant rajoute les propriétés de dangers sur l'état des stocks présents.

Observations : L'état des stocks présenté (cf point de contrôle n° 1), n'étant pas la réalité des déchets présents sur site et la propriété de dangers HP3 (inflammable) n'étant pas mentionnée sur celui-ci, il n'est pas possible au jour de l'inspection de déterminer la quantité de déchets dits " liquides inflammables ", présentant la propriété de dangers HP3 (inflammable).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Rejets aqueux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 4.4.2.1.		
Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour les rejets en milieu naturel		
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies.		
Constats : Pas de non-respect constaté. Cependant, l'exploitant doit veiller à remplir le cadre GIDAF dans le cadre de son suivi des rejets aqueux.		
Observations : L'exploitant analyse l'ensemble des paramètres des rejets aqueux superficiels qui sont prescrits dans l'arrêté préfectoral. Une synthèse est présentée ci-dessous :		
Paramètre	Valeur limite en concentration (mg/l)	Concentration mesurée (mg/l) 10/07/2023
T°	< 30° C	21 °
Couleur	100 mg Pt/l	43

pH	5,5 < x <8,5	7,8
DCO	300	3,4
DBO5	100	62
MEST	60	10
Indice phénols	0,3	0,01
HCT	10	0,77
PCB totaux	0,3	< 0,0007
Cyanures totaux	0,1	< 0,002
Cyanures libres	0,1	< 0,002
Azote global	30	3
Phosphore total	3	0,32
Dichlorométhane	100	< 0,002
Métaux totaux	15	0,09
Arsenic	0,1	< 0,000005

Cuivre	0,25	0,024
Nickel	0,2	0,005
Zinc	2	0,42
PFOA	sans	< 0,00008
PFOS	sans	0,000099
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 4 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>[...]</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>La nature exacte du risque doit être identifié de manière plus lisible sur le plan situé à l'entrée des</p>

bureaux et une mise à jour s'avère nécessaire pour être en concordance avec l'état des stocks (cf points de contrôle n° 1 et 2).
Observations : L'exploitant a mis différents affichages sur l'emplacement des alvéoles de stockages des déchets. L'inspection a remarqué que la nature du risque est également présente sur un plan à l'entrée de l'installation sur la porte d'entrée des bureaux administratifs. Cependant, celui-ci est peu lisible et n'est pas en adéquation avec l'emplacement annoté sur l'état des stocks présenté (voir observation n° 1 et 2).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Défense incendie (NC5- 2021)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau naturelle constituée au minimum de 150 m³ aménagée pour l'accès et le pompage des véhicules des pompiers ; - Les prises d'eau sont munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ; - des extincteurs en nombre et en qualités adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. L'exploitant met en oeuvre un moyen visuel ou autre, afin de déterminer le volume minimum nécessaire à la lutte contre l'incendie de 150 m ³ dans la réserve d'eau naturelle. vérification périodique (a minima annuelle pendant et en fin de période d'étiage) du volume de la réserve incendie. L'exploitant réalise un exercice incendie avec le concours des services d'incendie et de secours au minimum tous les trois ans. À la suite de l'exercice, si des recommandations sont exprimées par le service d'incendie et de secours, l'exploitant les met en œuvre. En cas de doute, sur le volume est de la réserve d'eau naturelle ou si celui-ci est inférieur à 150 m ³ , il avertit le service d'incendie et de secours et applique les consignes de celui-ci et les consignes de sécurité se rapportant à la procédure en cas de réserve d'eau insuffisantes définies dans l'article 8.7.4.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'un exercice incendie avait été réalisé durant les 3 dernières années.

L'exploitant n'a pas déterminé la hauteur d'eau minimale de sa réserve correspondant à 150 m ³ dans une consigne.
Observations : L'exploitant dispose bien d'un marquage sur sa réserve d'eau naturelle indiquant la hauteur d'eau qui est vérifiée 2 fois par an par, selon l'exploitant, mais qui n'est pas tracée dans un registre ou autre. Par ailleurs, cette indication ne permet pas de déterminer le volume présent dans la réserve. L'exploitant n'a pas pu indiquer à l'inspection si un exercice incendie avait été organisé sur le site avec les pompiers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Défense incendie (NC6- 2021)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - une réserve d'eau naturelle constituée au minimum de 150 m ³ aménagée pour l'accès et le pompage des véhicules Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur, - les mesures supplémentaires à prendre au cas où la réserve d'eau naturelle est inférieure ou égale à 150 m ³ , afin de limiter le risque d'incendie (ex : définir une quantité réduite de produits dangereux en stockage, réduire les matières combustibles, effectuer l'enlèvement des déchets plus régulièrement, ronde de contrôle...)
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'une procédure: - permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site, - à prendre au cas où la réserve d'eau naturelle est inférieure ou égale à 150 m ³ .

<p>Observations :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes sur la défense incendie du site et notamment sur la mise en œuvre de la vanne d'isolement et sur les dispositions à prendre dans le cas où le volume de la réserve naturelle serait inférieur à 150 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).</p>
<p>Constats :</p> <p>La rétention des 5 cuves d'huiles usagées et des eaux hydrocarburées situées sur la zone n° 7 n'est pas vide et propre. Tout comme la rétention des cuves situées dans le bâtiment de tri, transit, regroupement qui n'est pas entièrement vide et propre.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un mélange d'eau de pluie et d'hydrocarbure dans la rétention des 5 cuves d'huiles usagées et des eaux hydrocarburées situées sur la zone n° 7 située à l'extérieur dans une quantité non négligeable (environ 15 à 20 cm de hauteur sur toute la surface de rétention d'environ 60 m²).</p> <p>Dans le bâtiment de tri, transit, regroupement, l'inspection a constaté également la présence de déchets hydrocarburés dans la rétention des 5 cuves suite à une erreur de chargement.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 8 : Dispositif de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 8.5.2.V
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Prescription contrôlée : article 8.5.2.V : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme: - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part, - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
Constats : Toutes les mesures ne sont pas prises pour recueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie du bâtiment de tri, transit et regroupement.
Observations : L'inspection a constaté que les voiries et le pourtour du bâtiment de tri, transit et regroupement n'était pas aménagés pour recueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie du bâtiment. Par ailleurs, le volume nécessaire à ce confinement n'a pas été calculé par l'exploitant. Il convient également que le volume d'eau nécessaire à la lutte contre l'incendie soit recalculé afin de s'assurer que le volume déterminé de 150 m ³ est suffisant. L'ensemble de ces éléments doit être réalisé au travers du guide technique D9 et D9A. Selon l'exploitant, le cabinet Thérius avait été mandaté pour réaliser le calcul D9 et D9A, mais l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir ces informations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Conditions d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 9.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposages des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets sont conditionnés dans des conteneurs, caisses, bacs ou fûts étanches aux liquides et résistant aux chocs dans des conditions normales d'utilisation, et placés sur une rétention spécifique de capacité adaptée.

Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.

Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement des déchets sont couvertes afin de prévenir :

- l'accumulation d'eau ;
- l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets ;
- la dégradation des déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur valorisation ou élimination appropriée ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction

d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.

Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires de réception, d'entreposage,

de tri et de regroupement des déchets sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un

éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres, à l'exception des Produits Chimiques

de Laboratoire (PCL) qui sont stockés et triés selon le mode opératoire mentionné à l'article 9.1.2.1.

Constats :

La zone des déchets d'égouttages correspondant aux eaux des boues de curages située dans les zones n° 5 et 6 dans 2 bassins n'est pas couverte.

Observations :

L'inspection a constaté de nouveau que les bassins accueillants l'égouttage des boues de curage des séparateurs à hydrocarbures étaient disposés à l'air libre. De ce fait l'eau de pluie s'accumule dans les bassins augmentant le volume de déchets à traiter.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Déchets contenant du PCB

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2021, article 9.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation des déchets contenant des PCB
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations de manipulation des déchets contenant des PCB.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'inspection n'a pas constaté la présence de déchets contenant des PCB. L'exploitant a indiqué qu'elle était très rare. L'exploitant dispose d'une consigne lors de la réception de ce type de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite